

Après comme avant la mort de Chavez

Défense du Venezuela contre l'impérialisme !

Pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier !

Pour une alternative réellement socialiste au nationalisme bourgeois « bolivarien » !

Chavez est mort. Les millions de Vénézuéliens et Vénézuéliennes qui ont vu en lui un homme politique partageant leurs souffrances et leurs aspirations et cherchant à les réaliser (alphabétisation massive, soins médicaux, assistance aux plus pauvres...) sont profondément affligés. Nous comprenons leur douleur. Le déchaînement des hommes politiques et des médias bourgeois contre Chavez, parce qu'il a osé résister à plusieurs reprises à l'impérialisme, nous donne la nausée. Nous éprouvons la même haine que les travailleurs et le peuple contre les patrons vénézuéliens les plus extrémistes qui exultent à la nouvelle de sa mort et les multinationales impérialistes qui se frottent les mains, en espérant ainsi pouvoir encore améliorer les conditions auxquelles elles continuent de piller le Venezuela. Nous sommes inconditionnellement pour la défense du Venezuela contre l'impérialisme, contre toute intervention militaire, putsch ou opération de déstabilisation que les impérialistes pourraient être tentés de faire en profitant de la mort de Chavez.

Pour autant, nous ne partageons pas non plus le panégyrique qui lui est dressé par certains courants réformistes, comme celui de Mélenchon. Malgré la volonté du gouvernement vénézuélien et de tous les courants qui le soutiennent de le faire oublier, les conquêtes obtenues durant ces dernières années sont d'abord le fruit de l'activité des travailleurs/ses et des opprimé-e-s du Venezuela, de leur intelligence, de leur courage et de leurs luttes :

- C'est bien le Caracazo, soulèvement du peuple de Caracas en 1989 qui a le premier porté un coup au régime. Cette insurrection contre la hausse des tarifs et les mesures de « libéralisation » imposées par le FMI fut réprimée dans le sang sur ordre du président Carlos Andres Perez, membre de l'Internationale prétendument socialiste, faisant environ 3000 morts. Mais c'est elle qui a été le point de départ d'un cycle de mobilisation de masses et d'auto-organisation qui a préparé l'effondrement du « pacte de Punto Fijo », sur la base duquel l'Action Démocratique (membre de l'Internationale Socialiste), la COPEI et l'URD (droite) se partageaient le pouvoir dans une alternance rituelle pour surexploiter et malmener le peuple.

- Sans l'énorme activité déployée par le mouvement ouvrier, contre le patronat et contre l'appareil du syndicat jaune CTV, pour lutter et jeter les bases d'une nouvelle centrale syndicale, de classe, indépendante (l'UNT), aucune des mesures progressistes de Chavez n'aurait été possible : ni les progrès importants de l'alphabétisation de la population (95%), ni le développement de l'accès aux soins médicaux, ni les programmes d'assistance aux plus pauvres qui ont fait reculer les formes les plus extrêmes de la misère, ni les mesures de résistance à la domination impérialiste d'ailleurs limitées.

- Sans l'immense mobilisation ouvrière et populaire, Chavez n'aurait pas pu résister au coup d'État organisé de façon concertée par le Fédécamaras (le MEDEF vénézuélien), une partie du haut commandement militaire, la CTV et le gouvernement américain en 2002.

- Sans l'extraordinaire auto-activité de la classe ouvrière, et en particulier des travailleurs de PDVSA faisant fonctionner eux-mêmes les installations pétrolières après le départ de la plupart des cadres, lors du lock-out patronal de fin 2002-début 2003, Chavez serait tombé.

Pourtant, malgré cet appui ouvrier et populaire considérable,

- Chavez a continué de rembourser rubis sur l'ongle la dette de l'État, notamment au FMI et à la Banque Mondiale, tout en faisant en sorte que les détenteurs des titres de la dette deviennent exclusivement des capitalistes vénézuéliens ;

- Il a délibérément refusé d'exproprier la plupart des grands groupes capitalistes. Et les rares expropriations auxquelles il a procédé ont été faites avec de juteuses indemnités pour les patrons, le maintien de l'externalisation et de la précarité et sans aucun contrôle des travailleurs, car il remplaçait l'ancien patron par un directeur sans changer la structure de l'entreprise ;

- Chavez n'a pas cherché à créer les conditions de la rupture avec les multinationales impérialistes du pétrole, se contentant de leur mettre la pression pour renégocier les contrats d'association à des conditions un peu moins désavantageuses pour PDVSA ;

- Il n'a eu de cesse de prôner la réconciliation avec les putschistes et plus généralement de défendre la construction d'un prétendu « socialisme » du XXI^e siècle avec les « patrons patriotes » — en d'autres termes une collaboration de classes contraire aux principes du socialisme.

- Pour imposer cette orientation, il a dû utiliser tous les moyens de l'État pour empêcher les ouvriers de mettre sur pied une centrale ouvrière unifiée, indépendante et de classe et il a osé réprimer toutes les grèves qui sortaient du cadre institutionnel dans lequel il voulait canaliser la mobilisation populaire.

C'est donc en toute logique que Chavez ne s'est pas borné à condamner l'intervention impérialiste en Lybie ou en Syrie, mais a apporté son soutien politique aux dictateurs « nationalistes » anti-ouvriers Assad et Kadhafi, qu'ils qualifiaient d'« amis » au moment même où les masses se soulevaient pour mettre à bas ces régimes d'exploitation et d'oppression.

Le résultat d'une telle politique de continuité capitaliste est sans appel. Après 14 ans de pouvoir et malgré l'immense manne pétrolière (le chiffre d'affaires de PSDVA en 2011 s'est élevé à 124 milliards de dollars), les autres industries n'ont guère été développées et une majorité de la population vit dans la pauvreté : 30% vivent encore en dessous du seuil de pauvreté, 25% n'ont toujours pas accès à l'eau potable, les revenus des 20% les plus pauvres n'atteignent pas 2% du PIB et des 40% les plus pauvres pas 5% du PIB, tandis que les 20% les plus riches perçoivent plus de 54% du PIB. Le pouvoir d'achat des travailleurs/ses ne cesse d'être remis en cause par les dévaluations et l'inflation. Le capitalisme exploiteur et oppresseur est toujours là : malgré des améliorations partielles, il n'y a pas encore eu de révolution au Venezuela.

Pour satisfaire leurs aspirations, les travailleurs et travailleuses, les masses opprimées ne peuvent compter que sur leurs propres forces et non remettre la gestion de leurs espoirs dans les mains d'un quelconque sauveur suprême. Ils ne peuvent y parvenir sans développer leur propre politique de classe, indépendante de toutes les variantes du nationalisme bourgeois et du réformisme, car ceux-ci sont incapables de rompre réellement avec le capitalisme même quand ils prétendent le vouloir un jour.

Les travailleurs/ses et les opprimé-e-s du Venezuela, comme celles et ceux de Tunisie et d'Égypte soulevé-e-s aujourd'hui pour obtenir une véritable démocratie et de quoi vivre dignement, ont besoin de construire leur propres organisations portant véritablement leurs intérêts, dirigées et contrôlées par eux/elles-mêmes. Cela veut dire d'abord et avant tout un parti des travailleurs luttant pour un véritable socialisme, qui ne peut se faire sans la mobilisation autonome des masses, imposant leur contrôle sur la production, expropriant le capital, détruisant le vieil État capitaliste et construisant leurs propres organes de pouvoir.

Antoni Mivani